



Paris le 29 mai 2024

Rafah : que reste-t-il de notre humanité ?

Dimanche 26 et lundi 27 mai : l'horreur. Des images insupportables nous parviennent difficilement de Gaza. L'armée israélienne a bombardé un camp de déplacé-es à Rafah. Des dizaines de civil-es tué-es, des blessé-es, beaucoup de femmes et d'enfants. Le feu s'est propagé rapidement dans ce camp de fortune, où les familles se pensaient en sûreté, proche de la base de l'UNRWA, l'agence des nations unies qui s'occupe des réfugié-es palestinien-nes.

Cette énième frappe israélienne intervient quelques jours après que la Cour Internationale de Justice, la plus haute juridiction des Nation-Unies, ait ordonné à Israël de cesser immédiatement son offensive à Gaza sans que cela ne soit suivi d'effets.

Après 7 mois de guerre génocidaire, on dénombre plus de 36 000 Palestiniens et Palestiniennes tué-es, dont plus de 14 100 enfants¹. Des milliers de personnes ont été blessées, d'autres sont disparues sous les décombres. 1,7 millions de gazaoui-es ont fui et sont à présent déplacé-es, réfugié-es dans une prison à ciel ouvert.

Ce génocide se déroule sous les yeux du monde entier, sans qu'aucune sanction ne soit prise contre le gouvernement israélien. Que fait le gouvernement français ? Il faut arrêter immédiatement toute coopération militaire avec Israël et toute livraison d'armes ou de composants servant aux armes. C'est pourquoi nous appelons à renforcer la campagne internationale « Stop arming Israël » initiée par des syndicats palestiniens. La France doit mettre fin à tous ses accords de coopération avec le gouvernement israélien d'extrême droite et les entreprises françaises doivent se désinvestir de l'économie israélienne.

Face à l'inacceptable, face à l'inaction de nos gouvernements, partout dans le monde, la société civile se mobilise par des manifestations, des actions de boycott et de désinvestissements.

En France, malgré la répression, des mobilisations de rues, des meetings, des soirées autour de la culture palestinienne sont organisées régulièrement depuis le début de l'offensive.

L'Union syndicale Solidaires participe à ce mouvement social de soutien au peuple palestinien dans des cadres larges et unitaires, pour faire entendre une autre voix. La voix de celles et ceux qui refusent la barbarie.

Nous exigeons un cessez feu immédiat et pérenne. Il est indispensable de faire appliquer le droit international, de mettre fin à la colonisation et de permettre le droit au retour de toutes et tous les réfugié-es. Nous appelons à renforcer partout la campagne BDS (Boycott, Désinvestissements, Sanctions).

L'Union syndicale Solidaires appelle à rejoindre les comités locaux de soutien au peuple Palestinien, à participer aux différentes mobilisations unitaires et à faire entendre la voix des syndicalistes pour un cessez le feu immédiat, le droit à l'autodétermination du peuple palestinien et des sanctions contre Israël.

Face à l'impunité, faisons entendre notre humanité !

¹ Selon les chiffres de l'Unicef dans un article posté le 28 mai 2024 : <https://www.unicef.fr/article/israel-palestine-les-enfants-paient-le-prix-de-la-guerre/>